

Devenir banlieues

Séminaire métropole et multitude - 15 mai 2006

Du « grondement de la bataille » à l'enquête

Alain Bertho

Professeur d'anthropologie

L'identification de la métropole comme espace productif et stratégique pour l'hégémonie du travail immatériel et de la multitude est une étape importante qui semble à peu près réalisée. A ce point de la construction collective nous sommes confrontés à un impensé de taille : quelle est la politique qui va donner force et lisibilité à ces nouveaux antagonismes ? Quelle est la politique qui va construire ce fameux « sujet historique » dont nous avons peut-être la nostalgie. Le danger me semble très grand de « déduire » la politique métropolitaine des enjeux objectifs de la territorialisation du travail immatériel, de glisser sans y prendre garde dans une intellectualité de type structurale, objectiviste, déductiviste et dialectique. Bref de rester les dignes héritiers de Durkheim et de Lénine.

Or, comme l'a fait justement remarquer Saskia Sassen lors de sa conférence : les mots nous manquent... Et les mots anciens nous emprisonnent et « nous obligent à répéter plutôt qu'à dire » dit Zygmunt Bauman, citant les *Villes invisibles* d'italo Calvino¹. « Répéter » ce qu'on savait déjà : n'est-ce pas ce qu'a fait à l'envi la sociologie française après le choc des émeutes de novembre, se rassurant ainsi sans doute de la difficulté extrême que nous avons à identifier l'événement dans sa singularité, voire même à mettre des mots dessus.

C'est une subjectivité politique nouvelle qui émerge et ce sont les sciences sociales qui bégaient... Voilà sans doute le point sur lequel nous devons nous accorder avant d'avancer plus : le moment que nous vivons est simultanément celui d'une profonde transformation de la politique et de grande difficulté d'analyse. Laissons de côté pour l'instant la question du lien entre les deux finitudes, celle d'une subjectivité et celle d'une intellectualité savante, celle simultanément du « cri de colère » et de la science du social pour reprendre, justement le vocabulaire de Durkheim. Toujours est-il que nous sommes mis en demeure de changer simultanément d'objet et de paradigme...

Dans cette conjoncture, j'ai fait personnellement, résolument le choix d'une posture anthropologico-ethnographique face à l'inépuisable singularité comme à l'inépuisable altérité du contemporain. C'est une posture humble d'enquête participante. C'est une posture qui construit ses terrains mais en aucun cas ses objets. De regarder notre monde par en bas et pas

¹ Zygmunt Bauman, *Vies perdues, la modernité et ses exclus*, Payot, 2006. La citation d'italo Calvino est très exactement « l'on voudrait pouvoir dire ce dont il s'agit, mais tout ce qui auparavant, a été dit à propos d'Aglauree, emprisonne vos mots et vous oblige à répéter plutôt qu'à dire »

le bout des singularités et des situations n'est sans doute pas la plus mauvaise façon de glaner les mots qui nous manquent ni de comprendre la conjoncture politique. Cette posture s'est imposée à moi au cours de la vingtaine d'années maintenant durant laquelle j'ai mené des recherches sur la ville et la politique. C'est à partir de cette longue expérience de banlieue que je veux poser ici quelques hypothèses et pistes de recherche avec comme point d'ancrage les mobilisations récentes

1. La Banlieue comme « anomalie »

Voici vingt-cinq ans que la question se pose: de quoi la « banlieue », nouvelle venue du vocabulaire social au début des années 80 est-elle le nom ? Un quart de siècle plus tard, la réponse semble évidente : la banlieue est le nom de l'affrontement subjectif et cognitif de l'ancien et du nouveau, longtemps théâtre privilégié de la décomposition du fordisme et aujourd'hui plus clairement gisement de nouveauté. L'ancien et le nouveau : la formule est pratique. Soyons un peu plus précis dans notre désignation : je veux parler ici à la fois du mode de la politique et du mode d'intellectualité du monde.

• Deux modes politiques

Je pose en effet que le communisme municipal dont j'ai suivi les déboires² est une des formes du mode historique de la politique qui a accompagné l'industrialisation et le fordisme. Ce mode a, durant des décennies, articulé la classe comme subjectivité, l'Etat local et national comme enjeu stratégique et le parti comme pratique. Ce mode est clos. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela ne signifie pas qu'il a disparu de la scène sociale. Cela signifie qu'il a cessé de produire du social. Qu'il a cessé de faire société et histoire.

Mais ces décennies ont laissé des traces importantes, d'autant plus importante que l'Etat était le terrain stratégique privilégié. Il a produit de l'institution : structures de pouvoir et de gestion, réglementations, cultures politiques. Et, ayant, selon le mot célèbre, « perdu toute sa force propulsive », il s'est laissé absorbé par l'institution. Les partis, les syndicats sont aujourd'hui partie intégrante de l'Etat. Et ce champ aujourd'hui restreint reste le terrain d'affrontements de types fordistes qui depuis plus de dix ans (grèves de novembre décembre 1995) se soldent par la liquidation progressive de l'héritage, le rétrécissement de l'espace politique et électoral des partis, les reculs syndicaux et la perte progressive de confiance dans la démocratie... La crise du communisme a été la partie la plus visible d'une crise généralisée de la politique fordiste.

La gauche s'est désespérément arc-bouté sur son héritage et sa culture, de plus en plus incapable de comprendre, voire d'accepter les nouveaux enjeux émergents et notamment les enjeux de la vie urbaine. En installant la politique de la ville, la gauche a montré son souci de prendre en compte les nouvelles questions urbaines, mais elle l'a fait dans un cadre de politiques contractuelles défensives, dérogoires au droit commun de la République, territorialisées, temporaires et expérimentales. Les tensions urbaines ont été vécues comme périphériques au regard de l'affrontement au sein de l'entreprise. Ces nouvelles tensions n'ont pas été vues comme de nouveaux fronts à tenir mais comme une source de difficulté pour les fronts traditionnels. Les quartiers ouvriers des générations précédentes avaient été vécus comme des bastions. Les nouveaux quartiers du prolétariat urbain sont regardés comme des « ghettos » que la gauche elle-même propose parfois de disperser au nom de la « mixité sociale ». La nostalgie des luttes obscurcit, pour nombre de militants, la conscience des enjeux du présent : « le nouveau n'efface pas le passé, mais seulement fait du passé un obstacle pour

² *La crise de la politique, du désarroi militant à la politique de la ville*, l'Harmattan, 1996

affronter le futur avec intelligence, avec des capacités de créer de nouveaux affects, de produire de nouvelles luttes politiques. »³. Militants du droit au logement dès 1990, sans-papiers en 1996, chômeurs en décembre 1997, sont successivement accueillis avec réticence dans le cercle des luttes légitimes et toujours suspects de surenchère ou de divisions potentielle.

Racisme culturel et social, discrimination au quotidien, stigmatisation de la jeunesse, traitement policier des questions sociales et urbaines, sont surtout pour la gauche un terrain d'hésitation voire de division passionnelle. Quoi d'étonnant dans ces conditions qu'elle offre un front désuni, une résistance molle, voire une perméabilité certaine à la stratégie de l'épouvantail agitée par la droite politique ou culturelle : la question dite de « l'immigration » dès le début des années 80, la question de la « sécurité » dans la foulée des années 90, la question des « ghettos » à résorber pour finir sur l'air de « l'islam versus laïcité » de ces dernières années.

Or, simultanément, une nouvelle subjectivité, voire un nouveau mode de la politique, s'est peu à peu manifesté. De cette difficile émergence fortement obscurcie par cette durabilité de l'ancien, disons le tout net, nous ne savons pas grand-chose. Nous avons une hypothèse à la quelle il nous faut tenir coûte que coûte : le nouveau ne ressemble pas à l'ancien. Il n'articule pas de la même façon ses pratiques et son intellectualité du contemporain. Inutile donc de remplacer la classe par la multitude et de chercher désespérément le parti et la forme d'Etat qui vont avec. On peut même pousser l'hypothèse que les formes séparées de la politique fordiste (société/Etat/politique, Classe et parti) n'ont plus cours dans une subjectivité bio politique et métropolitaine. Ce qui ne clarifie pas mieux les choses. Mais comme le chante *Noir désir* : « si vous ne trouvez plus rien, cherchez autre chose ».

• L'anomalie

En effet, les modes d'intellectualité savant du social sont aussi mis en difficulté par le changement de séquence et la ville est un terrain privilégié de ces difficultés qui là aussi prennent le nom de « banlieue ». Enfants intellectuels de la confrontation du socialisme et de l'ordre industriel, les sciences sociales sont aujourd'hui en difficulté, sur leurs paradigmes les plus fondateurs comme la notion même de société. C'est sans doute dans les mots de l'urbain que se sont d'abord manifestées les incertitudes intellectuelles liées à la clôture d'une séquence historique et à l'ouverture de la séquence actuelle.

« La crise de l'urbain renvoie à une crise plus générale, des représentations de la contemporanéité »⁴. La thématique de la banlieue et son cortège de concepts mous, « immigrés », « violences », « insécurité », « exclusion » signale « l'anomalie » proposée par Thomas S. Kuhn⁵ comme le symptôme flagrant d'une rupture d'intellectualité. Ce n'est pas la moindre des difficultés de la sociologie française depuis 20 ans que d'avoir tenté d'articuler les héritages conceptuels durkheimiens ou marxistes aux dérapages paradigmatiques portés la plupart du temps par la commande publique de recherche. La recherche obstinée d'une société conçue comme une composition de différences collectives nous a fait ainsi glisser de la classe à l'ethnie, de l'ouvrier à l'immigré, de la lutte à la cohabitation.⁶ La banlieue, telle qu'elle est apparue dans les débats publics depuis plus de vingt ans que l'on tente depuis vingt ans de continuer à lire comme une crise sociale un manque et dysfonctionnement du réel, figure de

³ Christian Marazzi, *La place des chaussettes*, édition de l'Eclat, 1997

⁴ Marc Augé, *Pour une anthropologie des mondes contemporains* Flammarion, 1994, page 154.

⁵ Thomas S. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, 1983 (1962) (pages 82-83).

⁶ Je développe ce point dans mon article « Penser la ville Monde », *Socio anthropologie*, 2005

« la ville comme une société défaite »⁷, n'est peut-être qu'une crise du système d'interprétation.⁸

- **Traquer l'inattendu**

Par quelle posture d'enquête peut-on, dans ces conditions, simultanément croiser le nouveau et l'identifier intellectuellement ? Quel doit être notre terrain et quelle doit être notre ambition ? Sans tenter de construire préalablement notre objet –opération on le comprendra tout à fait hasardeuse- au moins peut-on de tenter d'y voir clair dans nos propres représentations mentales : qu'entend-on par « Politique » ? La subjectivité d'un antagonisme potentiellement porteuse de normes nouvelles d'organisation, la subjectivité d'une « normativité » au sens de Canguilhem ? Comment s'identifie-t-elle dans la réalité matérielle : des pratiques de résistance, des mouvements de mobilisation voire des insurrections, des processus constitutifs, l'énoncé partagé d'enjeux culturels et institutionnels....

L'une des difficultés peut alors s'énoncer ainsi : dans les cas des visibilitées les plus flagrantes, cette subjectivité se développe dans un environnement de pratiques et d'institutions qui portent la marque de la période qui s'achève. Cette situation n'est pas forcément dans intérêt pour l'analyse, on le verra à propos du CPE. Mais ce n'est sans doute pas par là que l'on doit commencer. Ce que nous devons traquer, c'est l'anomalie, l'inattendu, l'innommable. « Les événements voyous » dirait Baudrillard⁹. Ce à quoi nous devons nous coltiner intellectuellement c'est au plus obscur. Il y a de forte chance d'y trouver le gîte du lièvre. Novembre 2005, de ce point de vue, est une véritable aubaine.

2. Novembre 2005 : l'enjeu linguistique

Paradoxe d'un mouvement qui a éclaté comme le manifeste d'une jeunesse que la politique « ne calcule pas » et que les institutions rejettent et stigmatisent, les acteurs des émeutes de novembre sont restés dans l'obscurité et le silence. Ces « nuits bleues » de la banlieue qui ont braqué brutalement les projecteurs sur la situation faite à des populations et à des quartiers, laissent curieusement hors d'atteinte le visage, les mots, la subjectivité partagée de leurs acteurs. Stratégie d'une visibilité invisible, surgissement anonyme dans l'espace public. Nous avons vu à l'envi le feu et les lumières de la nuit, mais nous n'avons vu que des ombres. Les lumières sont éteintes, les blogs vidés ou désactivés, les capuches rabattues.

- **Nous n'avons vu que des ombres¹⁰**

La mort de Zyad et Bouna n'a pas été en elle-même suffisante à mettre le feu à la plaine. Suivant un scénario déjà rencontré, hélas, l'émotion, à Clichy sous Bois est immédiate. Le 14 décembre 1998, la mort de « Pipo » (Habib 17 ans), blessé par balle par la police, lycéen de la Cépière, avait enflammé le quartier de la Reynerie à Toulouse. Comme la mort de Mounir, à Vauvert en mai 1999 avait enflammé la petite ville du Gard. Et le soir du 27, le soir du 28, le soir du 29, Clichy flambe. On semble alors s'orienter vers un retour au calme. Mais jour après jour, le traitement politique de l'événement, l'absence du moindre mot de regret ou de compassion institutionnelle, l'escalade verbale de la stigmatisation et le consensus républicain anti-violence construisent une situation nouvelle. Ni la douleur des proches, ni la solidarité

⁷ Anne Querrien, *La sociologie peut-elle rassurer la ville ?* Textes du séminaire

⁸ Balandier (Georges), *Le désordre*, Fayard, 1998. «Le désordre contemporain est dans les têtes et non pas seulement dans les situations auxquelles chacun se trouve confronté.»

⁹ Jean, Baudrillard « Place aux événements voyous », *Libération*, 14 avril 2006

¹⁰ Je reprends ici quelques éléments publiés *Mouvement* : « Nous n'avons vu que des ombres », in *Mouvement*, dossier sur les événements de novembre 2005, n°44 avril mai 2006

générationnelle n'ont leur place dans l'espace public. Au-delà de la situation matérielle qui leur est faite, c'est le refus réitéré de toute reconnaissance qui détermine le passage à l'acte.

En une semaine, l'émotion localisée s'est muée en une colère plus large, plus politiquement construite : elle est explicitement dirigée contre le ministre de la police, symbole du mépris, de la discrimination, du déni d'existence supportés depuis des années. Durant cette première semaine, cette colère ne s'est exprimée qu'en Ile de France. C'est dans la nuit du 4 au 5 novembre que la colère s'étend à la France entière pour culminer dans la nuit du 6 au 7 novembre. Et c'est ce moment là seulement qu'on commence à comprendre que l'on a affaire à quelque chose qui échappe aux grilles préétablies. Il ne s'agit plus d'incidents ou d'émeutes localisées. Il s'agit d'un mouvement profond, au travers duquel les acteurs se constituent une subjectivité partagée.

Tous ceux qui ont alors passé quelques nuits dehors le savent : ce qui a eu lieu n'avait qu'un rapport lointain avec les images de guerre passées en boucle dans les médias. « L'émeute » n'a pas semé la terreur dans les quartiers. Les affrontements directs avec la police ont été rares. La ville est à nous semblent dire ces ombres insaisissables. Et la ville est à tous ses habitants. Jeunes et (nombreux) moins jeunes, des trottoirs ou des fenêtres, assistent tranquillement à l'agitation des uniformes, incrédules devant les conseils de prudence prodigués par des « forces de l'ordre » passablement à cran. L'émeute ne vide pas la rue des badauds, elle les attire. Quand trois voitures brûlent dans une cité et que police, pompiers, et élus arrivent sur les lieux, nombreux sont les habitants qui les attendent, prêts à raconter, à qui leur semblera de confiance, la colère des « petits », leur projet de brûler la rue entière, la palabre pour les calmer. Mais sûrement pas où ils se sont évanouis dans l'obscurité, peut-être déjà à leur fenêtre. Jeunes souvent absents de leurs lieux de regroupement habituels et adultes dehors : il a flotté dans la nuit de ces quartiers une atmosphère étrange, indescriptible, décalée.

- **L'innommable**

Nous avons été nombreux, élus, militants, sociologues ou anthropologues des banlieues, dès le petit matin à tenter de mettre des mots sur notre désarroi. Dans les semaines qui ont suivi, publications et journées d'études ont été l'occasion de répéter à l'envie ce qu'on savait déjà. Comme si les causes avérées dispensaient de penser l'événement. Comme si « l'objectivement prévisible » annihilait la tétanisation subjective qui a pris le monde savant comme le monde politique. Ce trop plein objectiviste et historiciste fait ressortir des lignes de forces d'analyse qui cherchent à objectiver le conflit en le socialisant (trouver des groupes derrière la subjectivité politique) ai sens fordiste et en l'ethnicisant. Ce faisant ces lectures font disparaître la singularité de la situation et de l'événement, la singularité des rapports jeunes police, de la mort des jeunes, de l'ethnicisation étatique et policière de la « question sociale ». Les mots dérapent : crise des banlieues, violences urbaines, émeutes, soulèvement populaire¹¹...

Nous avons un problème avec les mots à propos des émeutes de novembre. Le mouvement se donne comme un mouvement sans mot, sans revendication, sans prescription. Serait-il pré politique, infra politique ? Pourtant on sait à quel point, dans le déclenchement des émeutes, les mots ont été importants. Mais un mouvement qui se déclenche sur les mots de l'Etat mis sur les dépouilles de jeunes n'aurait pas de mots qui lui soient propres ? C'est peut-être même ce défaut de « mots pour le dire » qui infère son mode d'expression et sa « violence ». Cela

¹¹ Titre du dossier d'IPAM réalisé par Julien Lusson, 18 décembre 2005
www.reseau-ipam.org/article.php?id_article=1147

signifie-t-il que la subjectivité qui s'exprime et s'expose ne peut pas s'énoncer comme une pensée discursive, comme une pensée politique ? Le mutisme des émeutiers est-il un défaut de mots ou un refus des mots ?

Je propose l'hypothèse que ce mutisme n'est pas tant une incapacité de parole qu'un refus d'interlocution. Que ce silence mis en scène par les voitures-feux de Bengale des quartiers en dit autant qu'il tait, qu'il n'y a pas là absence de politique ou de pensée singulière mais un message volontairement silencieux.

Face aux voitures brûlées, à la « violence » de la rue, la référence consensuelle à la République, au modèle républicain, a fonctionné comme une injonction au silence : la république est citoyenne, égalitaire, laïque, anti-communautariste « donc » il est mal venu de poser le problème du sort fait aux enfants de l'immigration, mal venu de contester le caractère républicain de la police... Or dans le même temps, la police de cette même république inscrit l'éthique raciale dans ses pratiques et ses violences quotidiennes. Il y a donc injonction paradoxale : les victimes de la république qui trahit ses principes sont mis à l'index lorsqu'ils se plaignent et incriminés d'ethnicisme et de communautarisme ! On est exactement dans le dispositif de l'exception fondatrice décrite par Sidi Mohammed Barkat dans *le Corps d'exception*¹² (Inclus=exclus). L'innommable est une injonction d'Etat et la référence à la République une répression de toute velléité politique.

Face à ce dispositif, les ombres des émeutiers sont soit délinquantes soit des silhouettes sans identités ou trop identifiées. Les corps des jeunes « français » (façon terrible de dire qu'ils ne le sont pas vraiment) sont des corps d'exception. *Homo Sacer* ou *Paria*, leur crémation dans un central EDF provoque tout au plus une polémique de circonstances (policières ou non), pas une marée de solidarité de tous les parents du pays. « Quand y'a des jeunes qui meurent dans la cité, on a l'impression que leur vie, elle a pas la même importance que celle des autres. » (Enquête 2006)

L'innommable est le produit de l'altérité radicale entre l'espace étatique républicain et les jeunes émeutiers, l'absence de commun. Là gît sans doute la question du « Nous manquant » de Sagot-Duvouroux¹³. Pour une part le mutisme est un choix partagé. Ce qui pose un problème de taille à l'enquête. On y reviendra

3. Le CPE : fordisme ou bio politique métropolitaine ?

La mobilisation contre le CP fait-elle partie de la liste des événements voyous ? Oui et non et c'est bien ça qui la rend passionnante. Dans cette mobilisation en effet le nouveau et l'ancien se sont mêlés, mais plus souvent affrontés que confondus...

• Le mouvement fordiste et ses anomalies

Mobilisation contre un contrat en atteinte au droit du travail, unité syndicale, calendrier bien cadré, manifestations imposantes, journées d'action, négociation des « partenaires sociaux » : tout concourt à donner de cette séquence les allures d'un retour en force des enjeux et de la subjectivité fordiste sur la scène politique. Toutes les organisations, et le pouvoir, l'ont joué sur ce registre. Vu sous cet angle, le mouvement anti-CPE s'inscrit dans la lignée des mobilisations sur le rapport salarial qui ont émaillé les années 1990-2000, avec cette particularité que c'est le premier exemple de résistance réellement victorieuse.

¹² Sidi Mohammed Barkat, *le corps d'exception, les artifices du pouvoir colonial et la destruction de la vie*, Amsterdam éd., 2005

¹³ « Le nous manquant » in *Banlieue, lendemains de révolte*, La dispute, 2006

Si comme dit Jean Baudrillard, on prend l'événement « de profil », alors la perspective n'est pas la même. D'abord la question maintenant récurrente des « casseurs venus des banlieues », groupes mobiles et violents qu'on avait déjà vu apparaître lors des mobilisations lycéennes précédentes. Ils font de nouveau surface lors de la première manifestation étudiante à caractère national (23 mars), source d'insécurité pour les manifestants et acteurs de scènes d'une grande violence à l'arrivée du cortège place des Invalides.

Qui sont-ils ? Casseurs, délinquants, jeunes désocialisés, « n'ayant rien à voir avec la manifestation » assurent d'une même voix les organisations « responsables » ... De cette caractérisation sécuritaire, voire policière d'une tension certes sérieuse, mais d'une tension au sein même de la jeunesse populaire, découle une situation sidérante : le 28 mars, la manifestation monstre à Paris défile sous la protection de la police ! Et lors de la dispersion, les forces de police collaborent avec des services d'ordre syndicaux auxquels le ministre de l'intérieur ne manquera pas de rendre hommage !

- **Les lycéens comme lien entre ancien et nouveau**

Quoi de plus facile, dans ces conditions d'opposer novembre 2005 et mars 2006, la « violence des banlieues » et le rassemblement syndical plus classique, voire les jeunes les plus précarisés et la jeunesse étudiante ?

Or les choses sont plus complexes que cela. L'extension du mouvement contre le CPE aux lycées, voire aux collèges, nous l'a très vite montré. Les grèves et les blocages des établissements secondaires donnent souvent lieu à des manifestations locales de forme classique. Mais dans les villes populaires et notamment en banlieue parisienne, ces mobilisations des plus jeunes s'accompagnent de plus en plus d'affrontement violents avec la police : caillassages, voitures brûlées, vitrines cassées...

L'ombre de novembre reparaît là où en fait le feu n'avait jamais été éteint et l'on découvre alors, en plein jour le visage juvénile des émeutiers des nuits d'alors : lycéens, collégiens sans peur ni illusion. Aux tentatives des adultes pour les raisonner, ils répondent : « que voulez-vous qu'on fasse ? Qu'on manifeste gentiment ? Mais ça fait quinze jours qu'on manifeste gentiment... en novembre, il y a eu des émeutes et on a obtenu des choses ! ». La parenthèse, trop vite refermée, trop vite oubliée, rattrape le monde politique.

Les casseurs et les arracheurs de portable des défilés parisiens ne sont pas de nature différente des lycéens qui, devant leur établissement participent à leur façon au mouvement et incendient des voitures. La différence est une différence de situation. Dans leur quartier, dans leur ville, ils peuvent entraîner le mouvement sur le terrain de leurs formes de lutte et de leurs contentieux, notamment avec la police. A Paris, en terrain inconnu, et en présence d'un fort cortège classiquement syndical, l'altérité se tend jusqu'à l'affrontement.

- **De la manifestation au blocage**

Mais le face-à-face du nouveau et de l'ancien traverse le mouvement étudiant lui-même. Deux formes de lutte collective sont alors en concurrence : la manifestation défilé et le blocage. La manifestation comme mise en spectacle du rapport de force a vécu son apogée entre la fin des années 70 (invention et génération des éléments de mise en scène, ballons, drapeaux, etc.) et les luttes de 2003. Déjà les années 2000 avaient vu une tendance à la dislocation de la mise en scène par les organisations au profit de la juxtaposition des collectifs de lutte (mouvement dans l'éducation)

Les manifestations étudiantes de 2006 semblent entrer dans une nouvelle phase qui contraste avec les cortèges syndicaux toujours encadrés et mis en scène : flux désordonné des cortèges

étudiants, densité discontinue, mots d'ordres discontinus (avec long passages silencieux), groupes incontrôlés et finalement encadrement policier de la manifestation « protégée par la police ». Vivons nous la fin d'une forme d'action collective ?

Le « blocage » quand à lui est d'abord un mot qui s'impose et une nouvelle forme d'action dans les établissements universitaires puis scolaires en général. Il devient un enjeu politique en soit au cour des semaines. Mais il prend progressivement une autre dimension : celle du blocage des voies de communication. C'est la forme spontanée d'action des lycéens après blocage d'un lycée. C'est une forme adoptée dès le début dans certaines régions (Rennes, Poitiers)

C'est la forme adoptée fin mars dans toute la France par le mouvement étudiant et lycéen en lieu et place des manifs traditionnelles. Ce faisant la ville n'est plus le lieu neutre de la mise en spectacle mais l'enjeu de l'action. On bloque la ville comme les ouvriers bloquaient leur usine. Le blocage est peut-être le point de jonction de ce que le fordisme a disjoint. Sur ce terrain, la lutte, lorsqu'elle ne prend pas se réduit pas à sa forme fordiste, montre ses capacités d'innovation et son ambivalence. Le rapport avec la police dans ce cas, retrouve une certaine clarté.

• Du fordisme à la bio politique

Voilà de quoi éclairer quelques anomalies et leur résolution : car les « bandes de casseurs » ont disparu des manifestations étudiantes à la fois avec le passage aux blocages et avec l'implosion de l'exécutif gouvernemental. D'un côté une partie de la jeunesse populaire urbaine est restée à côté du mouvement, jugeant, selon l'enquête d'un de mes étudiants, qu'après s'être mobilisés pour « leur condition d'être humain » en novembre, l'interpellation de leur seul « être de travailleur » leur semblait un peu mince comme motivation. Mais d'un autre comment ne pas être frappés par l'absence de toute liesse victorieuse dans les universités à la pointe du combat lors de l'abandon de l'article 8. Il a fallu deux semaine pour revenir à la normale. Visiblement, ce n'était pas leur seul « être de travailleur » ou de « futur travailleur » qui motivaient des jeunes là. Comment dire mieux que la bio-politique a bouillonné sous le fordisme officiel de la lutte...

4. Quelle subversion de l'espace institutionnel ?

Novembre 2005 est un pur joyau de singularité dont l'extériorité à l'espace institutionnel a été presque total. Il en va, la plupart du temps autrement. La mobilisation du CPE est un exemple assez éclairant sur les enjeux des hybridations conflictuelles. Inscrire la mobilisation multitudinaire dans l'espace stratégique métropolitain, c'est prendre ostensiblement le risque de cette hybridation, notamment en matière d'enjeux de gouvernance. C'est aussi s'inscrire dans un registre particulier qui est celui du statut du territoire et de ses habitants, celui des frontières objectives et subjectives qui, à l'heure de la mondialisation, traversent le territoire métropolitain de part en part. Les instances de gestion urbaine et en France notamment les institutions municipales ont déjà une expérience assumée d'hybridation à partir de leurs dynamiques propres et une expérience de la subversion possible de ces registres statutaires.

Les institutions de gestion locale de la ville sont sans doute les seules portes de l'Etat encore entrouvertes aux mouvements populaires, les seuls espaces possibles d'expérimentations institutionnelles. Mais leurs instruments et l'intellectualité de leurs responsables (élus et administratifs) sont encore profondément marqués par la période précédente. L'hybridation, dans ces conditions risque plus souvent d'assourdir le neuf que de le révéler à lui-même et à l'espace public.

Dans le même temps, la lumière ne peut émerger rationnellement de l'analyse savante des enjeux du travail immatériel ou de la rente. Une politique de subversion institutionnelle ne peut s'inventer que dans une situation de mise en face à face d'une volonté d'expérimentation du côté institutionnel et professionnel et d'une subjectivité mobilisée et prescriptive.

Là encore nous sommes sommés de travailler sur des situations et d'y travailler avec les acteurs eux-mêmes. Je prendrai deux exemples. L'un pose la question des formes publiques à inventer pour donner à la créativité immatérielle un adossement public. L'autre celui de la mobilisation contre la rente.

- **La confusion des genres ou la production immatérielle est bio politique**

A la suite des émeutes de novembre, les élus de Saint-Denis ont provoqué des rencontres dans les antennes localisées du service jeunesse. Lors d'une de ces rencontres, une élue, dans le quartier dont elle a la charge, est confrontée à trois jeunes adultes porteur à la fois d'un projet et d'un discours très construit. Ils forment un groupe de Rap déjà assez bien rodé et demandent une aide de la mairie. Mais quelle est la nature de leur projet et quelle est la nature exacte de l'aide demandée ? Le leader du groupe présente l'affaire par un long propos préliminaire très bien construit et très politique. « notre groupe s'appelle « *Recognize* » : vous comprenez ce que ça veut dire ? Nous faisons du RAP *parce que personne ne peut parler à notre place* [c'est moi qui souligne] ». Suis un propos articulé de la façon suivante : *les émeutes c'est pas nous, c'est les petits. Mais quelque part ils avaient raison. / le problème aujourd'hui c'est un racisme d'Etat nourri d'un passé colonial qui ne passe pas (les trois jeunes sont noirs) dont l'orateur donne quelques exemples vécus dans sa chair, d'une effrayante « banalité ». / Notre façon de nous dresser contre cette situation c'est notre RAP/ On a besoin d'une salle pour répéter mais l'association du quartier (une association polyvalente soutenue par la mairie mais indépendante) ne nous donne pas notre place. Cette association est mal gérée, ce sont des anciens. Aidez nous à y prendre le pouvoir. On veut bien reprendre le flambeau pour toutes les activités...*

Difficile de démêler dans cette demande argumentée ce qui est de l'ordre du soutien matériel simple (la salle), ce qui est de l'ordre de la demande de soutien politique (l'association) et ce qui est de l'ordre de la demande de soutien à la création d'entreprise (Ils veulent créer un label...). Avec la meilleure écoute et la meilleure volonté possible l'élue municipale ne peut répondre à cette demande qui, en terme d'instruments institutionnels, mobilise des registres non seulement différents mais contradictoires entre eux. On n'aide pas et on ne loge pas dans les mêmes conditions un projet associatif et un projet commercial. L'esprit politico-entrepreneurial de ces jeunes ne rentre pas dans les cadres. Non parce qu'ils seraient dans une confusion juvénile ignorante des contraintes administratives, mais parce qu'ils sont porteurs d'une figure bio politique dans laquelle les frontières subjectives ont été abolies entre la vie vécue, la créativité, la politique et le revenu...

- **Le logement comme terrain de lutte et d'innovation**

Comme l'indique Marc Augé : « la crise de la modernité serait mieux décrite comme une crise de l'altérité. Entre l'homogénéisation virtuelle de l'ensemble et l'individualisation des cosmologies, c'est la relation à l'autre, pourtant constitutive de toute identité individuelle, qui perd son armature symbolique »¹⁴. Qui est « de la ville » et qui n'en est pas ? La métropole réactualise et remet en cause la disposition urbaine du pouvoir, du travail et de l'espace. Cette redistribution traverse les représentations communes ou concurrentes, voire conflictuelles de

¹⁴ Marc Augé, *Pour une anthropologie des mondes contemporains* Flammarion, 1994. page 87.

cet espace urbain. Identité et altérité sont au centre de cet enjeu du commun. Appartenance et altérité tracent aujourd'hui des lignes de fractures urbaines qu'on peu choisir d'effacer ou au contraire de renforcer. Si elle se concentre sur la question « pour se construire la ville doit-elle compter tout le monde ou au contraire construire son identité sur le refus de l'autre ? ». Sur cet enjeu un véritable fascisme urbain est aujourd'hui en train d'émerger. Pour une municipalité, vouloir inscrire ses choix de gestion dans un principe d'appartenance sans condition de tous les habitants à la ville relève déjà d'une affirmation politique difficile, en polémique avec le consensus ambiant. Mais pour celles qui décident de l'affronter, surgissent alors des difficultés pratiques qui ne peuvent être surmontées que par une démarche de subversion institutionnelle.

Prenons l'exemple du logement. La pression spéculative sur le foncier urbain, l'augmentation des inégalités sociales, le recul de la construction du logement social, même dans les municipalités de gauche et le poids grandissants des discriminations racistes ont créé une situation explosive. « L'occupation sans droit ni titre », devient un mode d'habiter de moins en moins marginal. C'est l'hébergement (amis, parents) pour ceux qui disposent de réseaux sociaux minimums. C'est le squat pur et simple pour ceux qui ne les ont pas et qui, pour des raisons de ségrégation ethnique des bailleurs, n'ont pas accès au logement social. Que faire de ces habitants « hors droit » dans la ville ? Sont-ils comptés comme « citoyens de la ville » lorsque, pour raison d'expulsion, la question de leur relogement se pose ? Leurs enfants sont-ils régulièrement inscrits dans les écoles comme la loi en fait obligation à l'administration ?

Dans une ville comme Saint-Denis, on peut sans doute estimer leur nombre à plusieurs milliers et les enfants scolarisés à l'effectif d'un établissement primaire. Cette situation n'est imputable qu'en partie à la présence de milliers de sans-papiers : nombre des occupants des squats ont des papiers en règles, voire une CI française. Leur non accès au logement locatif privé ou social s'explique d'abord par la discrimination touchant la population noire quelque soit sa situation ou son origine. Certains de ces squats collectifs sont organisés avec comité de résident et délégués. Beaucoup paient régulièrement leur eau et leur électricité, voire une indemnité d'occupation lorsqu'il s'agit de squats dans le logement social.

Cette situation a généré sur la ville une forme nouvelle d'organisation militante, le « réseau solidarité logement » qui associe des travailleurs sociaux, des élus, des militants associatifs et politiques, le Dal.

Peu de villes comptabilisent les « occupants sans droit ni titre » comme des habitants à part entière pouvant scolariser leurs enfants et même déposer une demande de logement qui prenne en compte comme ancienneté sur la ville l'ancienneté dans les squats... Cette posture, qui est celle de la ville de Saint-Denis est déjà une ouverture. Mais elle pose immédiatement d'autres problèmes. Saint-Denis a un fort patrimoine HLM (12 000 logements) et reste une ville (une des rares) qui construit du logement social. Mais la pression spéculative sur le logement augmente simultanément les demandes d'accès au parc et la stabilité de ses locataires. Aujourd'hui, en face des plus de 7000 demandeurs recensés (dont certains squatters), les organismes ne disposent que d'une offre d'environ 700 logement libres par an ! Mettre les squatters à égalité de droit dans la liste d'attente des demandeurs résout certes un problème d'éthique politique mais ne donne pas, en soi, les clefs de résolution des situations.

L'une des pistes explorées pour en sortir s'inspire d'expériences étrangères et notamment italiennes¹⁵ : tenter de transformer les squats en logements décentes en soutenant financièrement et matériellement les habitants dans une démarche de production solidaire ...

¹⁵ « Les nouveaux bâtisseurs de Rome », Cesare Ottolini & Yan Maury, ENTPE. RIVES. Séminaire européen de recherche du 14 avril 05

L'examen à la loupe d'une telle démarche est d'un très grand intérêt. On y voit dès le départ avec clarté tous les obstacles politiques et institutionnels à surmonter qui vont de la réticence des cadres municipaux aux obstacles réglementaire en passant par les réserves de partenaires indispensables (EDF par exemple).

5. Construire des situations d'enquête

De la première analyse des « événements voyous » aux réflexions sur les deux situations prises en exemple, nous tirons deux principes essentiels d'enquête :

1. L'enquête est une enquête sur la subjectivité et son énonciation
2. L'enquête sur la bio politique doit s'installer dans les situations singulières et une posture de coproduction linguistique.

• Enquête sur la subjectivité et son énonciation

L'opération de connaissance ne peut se cantonner à la description de « l'objectif » : la subjectivité linguistique piège forcément son discours. L'opération de connaissance ne peut pas non plus se cantonner uniquement à une opération de « déconstruction », de mise à distance de l'objet et du concept. Ce que nous ne connaissons jamais sans enquête, c'est la subjectivité inscrite dans les activités et les résistances et son énonciation politique. Cette connaissance, on l'a vu, nous est indispensable pour notre propre énonciation conceptuelle. D'abord parce que notre mode d'intellectualité savante est mis en défaut par la nouvelle séquence qui s'ouvre. Comme le dit Stillman, personnage de la *Cité de verre* de Paul Auster¹⁶ « les mots que nous employons ne correspondent plus au monde. Lorsque les choses avaient leur intégrité, nous ne doutions pas que nos mots puissent les exprimer. Mais petit à petit, ces choses se sont cassées, fragmentées, elles ont sombré dans le chaos. Et malgré cela nos mots sont restés les mêmes. Ils ne se sont pas adaptés à la nouvelle réalité. Par conséquent, chaque fois que nous essayons de parler de ce que nous voyons, nous parlons à faux, nous déformons cela même que nous voulons représenter. Ce qui a fait un gâchis terrible. Mais les mots admettent le changement. Le problème c'est comment le prouver ».

Ensuite parce que l'hégémonie de la production immatérielle doit être considérée dans toutes ses conséquences. On ne peut plus séparer de façon radicale, dans la production linguistique, la production de richesse, la production de commun et la production de connaissance, autrement dit l'œuvre, la politique, et la science

• Situation et coproduction : Quel statut du savant ?

Il ne peut y avoir d'enquête généraliste sur la multiplicité. Cette subjectivité du commun ou subjectivité matière à la production du commun ne nous sera accessible que par le travail sur des terrains singuliers, dans des situations de confrontations des enjeux urbains et d'une pratique bio politique ou de confrontation des pratiques institutionnelles et militantes à ces enjeux bio politiques. Nous avons besoin par ailleurs de recherche action ou d'enquêtes participantes car sans partage de l'action sur la situation, l'énoncé de la subjectivité de cette situation nous restera inaccessible.

La production immatérielle est directement politique dans ses énoncés comme dans ses pratiques de coopération. Face à elle, « l'innommable », on l'a vu, est aussi une stratégie

¹⁶ Auster Paul, *Trilogie new-yorkaise, cité de verre*, 1991 (1985) Actes Sud

étatique. Lorsqu'on traque judiciairement le Rap comme énoncé insupportable, l'injonction au silence comme répression du commun est une répression de la production immatérielle elle-même.

Il existe un enjeu proprement linguistique sur la connaissance, la répression et la résistance urbaine. Dans ces conditions, la « rétention des mots », le refus de l'interlocution est aussi une posture de résistance, une posture « d'exode ». La politique, dans ce cas, c'est plus une prescription sur l'Etat mais la construction d'un commun en altérité à « l'institution », mot qui, pour les jeunes interrogés dans nos enquêtes englobe toute forme de société organisée et pas seulement l'appareil 'Etat.

Si on accepte cette hypothèse, on voit immédiatement le problème posé à l'enquête. Une recherche qui se donne comme objectif de dévoiler une subjectivité politique dont une dimension est le refus de se dévoiler est confrontée à la fois à une question pratique et à une question éthique. Un tel enjeu sur les mots et les énoncés invite le savant à repenser sa posture d'enquête et sa responsabilité politique. Elucider la pensée politique qui fait ce commun en dissidence c'est prendre la responsabilité de nommer, de participer de son énonciation en coproduction.